

**UNIVERSITÉ PAUL CÉZANNE - AIX-MARSEILLE III**

**FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE D'AIX-MARSEILLE**

**INSTITUT DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES EN DROIT DE  
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

# **HISTOIRE POLITIQUE DE LA TÉLÉVISION ALLEMANDE**

Rapport de recherche réalisé par Marcel MORITZ  
Sous la direction de Monsieur le Professeur Hervé ISAR

DEA DROIT DES MÉDIAS  
Aix-en-Provence  
Année 2003-2004

*Les traductions sont, sauf précision contraire, de l'auteur*

## **SOMMAIRE**

### **Chapitre 1 - Des débuts technologiques de la télévision allemande à la capitulation nazie où l'ombre de l'idéologie national-socialiste**

Section 1 - Du relatif désintérêt initial du pouvoir politique aux olympiades de 1936

Section 2 - De la finalité principalement militaire et propagandiste de la télévision allemande durant la guerre à la capitulation nazie

### **Chapitre 2 - De la naissance d'une Allemagne bipolaire à la réunification cathodique où une télévision en proie à la dualité politique**

Section 1 - La télévision en RDA comme expression centralisée de la doctrine socialiste

Section 2 - La télévision en RFA comme expression décentralisée des libertés démocratiques et modèle de l'actuelle Allemagne unifiée

## INTRODUCTION

Quel que soit l'État que l'on prenne en considération, l'histoire de la télévision n'est jamais réellement apolitique. En effet, par l'influence dont il dispose, et par les enjeux financiers qu'il véhicule, ce média a toujours connu un développement placé sous l'influence directe des pouvoirs publics. Si certains pays ont néanmoins fait preuve en la matière d'un libéralisme apparent, d'autres ont clairement vu dans la télévision un moyen unique d'influencer les foules, et d'affirmer leurs orientations politiques internationales. L'Allemagne, par son histoire unique et mouvementée, appartient très clairement à cette seconde catégorie d'États.

La télévision allemande naquit dans un contexte juridique fortement publicisé. Ainsi, dès la création du Reich, en 1871, l'État allemand s'était assuré le monopole de la construction et de l'exploitation des émetteurs télégraphiques, lesquels étaient directement rattachés à l'administration de la Poste. Forte de cette mainmise politique sur les télécommunications, le *Kaiser* décida de réunir deux entreprises privées, AEG et Siemens, une entreprise unique, *Telefunken*, afin de permettre un progrès technique plus rapide par la mise en commun des connaissances et méthodes de production, et, *in fine*, de concurrencer Marconi sur ce secteur. Cette politique portera ses fruits puisque dès 1909 sera signé entre Marconi et *Telefunken* un premier accord pour offrir aux entreprises des droits égaux, accentué en 1912 par un second accord international pour la suppression totale et officielle de tout monopole de la télédiffusion sans fil.

L'Allemagne s'est donc très tôt intéressée à la question des technologies de la communication, en les incorporant autant que possible dans le giron étatique. Cette évolution est très comparable à celle existant en France avec la création en 1903 d'un émetteur au sommet de la tour Eiffel, permettant la communication à destination des navires de guerres et des colonies, sous l'égide de la compagnie générale radiotélégraphique.

Si la télévision allemande naît donc dans un contexte par essence fortement publicisé, avec un contrôle quasi-absolu des dirigeants politiques, il convient de relever que son originalité ne réside pas dans l'existence de cette influence politique, par ailleurs décelable dans un grand nombre de pays, mais dans la nature de cette influence. En effet, avec l'arrivée d'A. Hitler au pouvoir, l'avenir de l'Allemagne ainsi que l'histoire de sa télévision seront bouleversés par l'émergence d'un discours particulièrement radical qui ne supporte pas la contestation.

Ce régime, après des années de mépris à l'égard de la télévision, va fort logiquement prendre conscience du formidable impact dont dispose ce média sur les foules, et du prestige qui résultait de sa maîtrise par l'État. La seconde guerre mondiale verra donc naître en Allemagne un formidable progrès technique, qui sera largement repris en France à la libération.

Avec la fin de la guerre et la disparition des dignitaires nazis, une nouvelle page de l'histoire politique de la télévision allemande s'ouvrira. Alors qu'à l'ouest le constituant s'efforcera de créer un statut particulièrement protecteur des libertés, la télévision demeurera un outil de propagande à l'est, entièrement voué à la cause du socialisme national.

Plus que dans tout autre pays, la télévision y deviendra alors le symbole fort des luttes et dérives politiques mondiales. Alors qu'à l'est les images du développement occidental étaient autant que possible filtrées, et que la contre-propagande s'organisait à l'ouest, la séparation matérielle des deux Allemagnes se traduira par la naissance d'une véritable guerre des ondes.

La chute du mur de Berlin, indirectement générée par la télévision elle-même, aura pour conséquence la transposition forcée du système ouest-allemand à l'est. Ici encore, l'influence politique fut omniprésente.

Il résulte de cette chronologie succincte que deux constats s'imposent à titre liminaire. En premier lieu, traiter de l'histoire de la télévision allemande sous un angle apolitique serait une démarche dénuée de tout sens : cette histoire est fondamentalement et quasi-exclusivement politique. Des dérives du nazisme à l'idéologie socialiste, de la propagande à la contre-propagande, la politique innerve l'histoire de ce jeune média. Par ailleurs, il convient de relever que la synthèse d'une histoire si riche ne saurait, compte tenu des contraintes auxquelles est soumis le présent exercice, prétendre à l'exhaustivité la plus totale.

Ainsi qu'il l'a été brièvement évoqué, l'histoire politique de la télévision allemande fut grandement influencée par l'idéologie nazie ayant encadré sa genèse, mais également par la guerre froide et la division allemande. Il conviendra donc d'aborder ces deux périodes majeures de l'histoire allemande, au travers de l'étude des difficiles débuts d'une télévision captive du nazisme (chapitre 1) puis du développement télévisuel au sein d'une Allemagne politiquement et géographiquement divisée avant d'être enfin réunifiée (chapitre 2).

# **CHAPITRE 1 - DES DÉBUTS TECHNOLOGIQUES DE LA TÉLÉVISION ALLEMANDE À LA CAPITULATION NAZIE OÙ L'OMBRE DE L'IDÉOLOGIE NATIONAL-SOCIALISTE**

La première moitié du vingtième siècle révèle une télévision naissante, le plus souvent expérimentale, dont les applications demeurent quelque peu vagues, notamment en comparaison avec d'autres média développés, dont la presse écrite. Cependant, les dirigeants de l'époque souhaitaient conserver cette technologie dans le giron de l'État, principalement du fait de la concurrence internationale qui règnait dans ce secteur.

L'avant-guerre résume parfaitement cet état d'esprit, puisqu'à un manque flagrant d'implication initiale de l'État jusqu'en 1936 répond un développement subit contraint par la tenue des olympiades de Berlin (section 1). Par la suite, le déclenchement de la guerre attribuera une nouvelle fonction à la télévision, laquelle deviendra outil de propagande et arme militaire (section 2).

## **SECTION 1 - DU RELATIF DÉSINTÉRÊT INITIAL DU POUVOIR POLITIQUE AUX OLYMPIADES DE 1936**

Comme dans un grand nombre de pays, les premières expériences télévisuelles allemandes ne convainquirent guère à l'usage (paragraphe 1), notamment du fait de la préférence manifeste du pouvoir pour des médias plus éprouvés, tels que la presse, la radio ou le cinéma (paragraphe 2). Cette désaffection politique cessera avec la tenue des jeux olympiques de Berlin, et la nécessité de répondre activement à une concurrence internationale croissante (paragraphe 3).

### **PARAGRAPHE 1 - LES DÉBUTS DIFFICILES DE LA TÉLÉVISION ALLEMANDE**

La première expérience d'émission télévisée fut réalisée par un particulier, fondateur de la société *Telehor AG*, Dénes von Mihaly. Elle eut lieu en 1928 entre deux maisons situées à Berlin, distantes de 2,5 km. L'image diffusée était en réalité une photographie représentant

l'actrice Pola Negri, dont la reproduction était légèrement agitée afin d'obtenir l'illusion d'un mouvement. Le récepteur possédait un écran de 4 cm par 4 cm qui, malgré sa très faible dimension, suscita l'étonnement des invités présents lors de l'expérience, représentants de la Poste et de *Telefunken*.

Cet appareil fut ensuite exposé lors du salon radio de 1928, à Berlin, où était présenté un second modèle, également issu de l'imagination fertile d'un inventeur privé, le Dr August Karolus, qui développait alors le système du disque de Nipkow avec *Telefunken*.

Ces présentations suscitèrent un espoir sans bornes :

« Une grande nouveauté encore jamais vue se profile à l'horizon, la télévision ! Le grand appareil du Dr Karolus (...) le téléviseur de Mihaly est présent au salon en plusieurs exemplaires (...). Cinéma parlant, radio et télévision seront peut-être plus rapidement que l'on ne pouvait l'imaginer, une technologie unifiée »<sup>1</sup>.

En 1929 est effectuée la première transmission expérimentale d'une émission télévisée par ondes hertziennes, à partir de la tour de la radio berlinoise. Cette transmission est réalisée de nuit, entre 23h10 et 0h30, pour ne pas perturber les émissions radiophoniques. Cinquante invités furent présents, mais l'image était de bien piètre qualité, et la déception grande. « Nous ne vîmes pas grand-chose » s'exclamèrent les personnes présentes. Les diffusions étaient d'autant moins passionnantes qu'elles ne transmettaient que des lettres de l'alphabet !

En juillet 1929, le ministère des postes, en charge de la diffusion télévisuelle, imposa une première norme de 30 lignes pour la construction de récepteurs, ce qui reflète parfaitement la médiocre qualité des diffusions réalisées. Aucune application industrielle n'était sérieusement envisageable et la construction des postes était simplement suggérée aux amateurs par la fourniture de plans de montage, ce qui n'était assurément pas sans risque pour les téméraires bricoleurs se lançant dans l'aventure.

A partir de 1930, les premiers récepteurs montés et prêts à l'emploi purent être achetés, et des ensembles prémontés *Telehor AG* étaient disponibles. Le système fonctionnait avec l'emploi d'un disque de Nipkow et d'une lampe de faible puissance. A la même période les sociétés *Bosch*, *Zeiss Ikon*, *Baird Télévision* et *Loewe* créèrent la *Fernseh AG* afin de concurrencer *Telefunken* et d'accélérer le développement de cette nouvelle technologie. L'ère

---

<sup>1</sup> *Bildzeitung am Mittag*, édition du 1<sup>er</sup> septembre 1928.

des inventeurs bricoleurs s'achève à cette période, laquelle voit naître le début d'une ère industrielle de la télévision.

En 1931, la Poste pose un nouveau standard de 48 lignes, mais encore une fois les critiques fusèrent lors du salon radio de 1931 quant à la médiocre qualité du système. Ainsi un journaliste de la *Berliner Tageblatt*<sup>2</sup> fustigeait le système, considérant : « il n'y a pas si longtemps, on entendait presque quotidiennement parler de quelques inventions télévisuelles renversantes, dont la genèse ne serait qu'une question de semaine. Mais ces semaines devinrent mois, ces mois années et puis vint le silence... tous les protagonistes de cette rêverie organisée auprès du public doivent avouer désormais qu'il faudra attendre encore longtemps avant que nous ne puissions parfaitement regarder la télévision ».

La révolution viendra de l'application à la télévision des recherches menées par le physicien F. Braun, qui avait inventé lors de ses recherches sur l'image radiologique le principe du tube cathodique. Ainsi, dès 1932, seront présentés au salon radio les premiers récepteurs munis d'un tube cathodique, de sorte que la qualité des images atteignait 100 lignes. Mais la prise de vue continuait à être réalisée à l'aide d'un disque de Nipkow, ce qui nuisait à la qualité globale du système.

La transmission était assurée par ondes hertziennes ultra courtes qui n'interféraient avec aucune autre transmission. De plus, ce système avait l'avantage de faciliter l'acheminement des impulsions électriques par rapport à un système filaire. La Poste était chargée par délégation de l'État du développement et des essais de la télévision. L'organisation des émissions fut également confiée au ministère de la Poste, procédant à des essais d'émissions réguliers de l'émetteur de Berlin-Witzleben.

En 1932 fut créé un premier bureau pour le développement de la télévision au siège de la Poste. Dès 1935 débutèrent officiellement les émissions de l'émetteur berlinois de la télévision.

Avec l'accroissement du nombre d'émissions se posait naturellement la question de leur réception. Du fait de la faible qualité des programmes, les industriels tardèrent à développer la construction en masse des postes. De plus, bien qu'une nouvelle norme de 180 lignes

---

<sup>2</sup> Quotidien berlinois à fort tirage

permettait d'envisager un réel avenir industriel, la technologie évoluait si rapidement que les constructeurs craignaient de développer des chaînes de montage bientôt obsolètes.

Ainsi, la majeure partie des émissions ne fut reçue que dans des *fernsehstellen*, salles collectives semblables à de petits cinémas, dans lesquelles était installé un téléviseur collectif, et dont l'accès était gratuit. Le service, affilié à la poste, pouvait être assimilé à un service public. Le 9 avril 1935 ouvrait à Berlin la première *fernsehstelle*, rapidement suivie d'autres ouvertures. En 1936 on comptait 11 salles de ce type. Le ministère de la propagande refusa cependant par la suite le développement d'autres *fernsehstellen* pour éviter de concurrencer les salles de cinéma.

Ces salles accueillait en général entre 35 et 45 personnes, parfois plus. Dans une obscurité totale, ces spectateurs pouvaient visionner un écran dont la taille ne dépassait pas 25 cm x 30 cm. Bien plus, dans cette petite lucarne on ne pouvait guère deviner autre chose qu'une image de faible qualité, dont la magie résidait principalement dans le caractère lointain des événements relatés. Au final, nombre de spectateurs se rendaient davantage dans ces *fernsehstellen* pour se réchauffer du froid extérieur que par passion pour cette nouvelle technologie que représentait la télévision.

## **PARAGRAPHE 2 - LE CHOIX DE LA RADIO ET DU CINÉMA COMME PRINCIPAUX OUTILS DE PROPAGANDE**

Le 30 janvier 1933 arrive au pouvoir le groupe national-socialiste. Dans ce régime totalitaire émergent, le ministère de la propagande et de la *Volksaufklärung*<sup>3</sup> se trouve doté de pouvoirs très importants. Les médias sont alors chargés d'une vocation formatrice du peuple, pour son intégration au sein de l'État et la disparition des individus isolés sous le joug de son idéologie globale telle qu'organisée par le chancelier et *führer*. Il s'agissait d'éliminer les pensées dissidentes, de mettre à l'écart les minorités ethniques, notamment les juifs, et de modifier la pensée de la société pour l'amener vers un futur état d'expansionnisme et *in fine*, de guerre. Pour ce faire, les médias étaient directement rattachés au Parti, ainsi que l'ensemble des producteurs de contenus.

Dans ce système où les médias ont un rôle clef à jouer, la télévision n'a qu'une fonction très secondaire, n'étant pas encore considérée comme un média de masse susceptible

---

<sup>3</sup> Littéralement « ministère de l'éclairement mental du peuple »

d'influencer efficacement les foules. Ainsi, par un décret du 30 juin 1933, la radio est soumise au ministère de la propagande contrôlé par Joseph Goebbels et les radios locales furent dissoutes, puis rattachées au ministère central par une institution étatique, la *Reichsrundfunkgesellschaft*. Par contre, le rattachement de la télévision à un organe étatique ne fut pas jugé utile, bien que certains essais de développement aient été réalisés en ce sens par le Parti.

Le 18 décembre 1934 fut proposé à A. Hitler, en sa chancellerie, un essai de télévision peu concluant aux yeux du *führer*. La technologie n'était pas encore suffisamment aboutie pour permettre une propagande efficace. La radiophonie demeurait bien plus adaptée à cet usage, notamment du fait de l'importance capitale des discours dans l'idéologie national-socialiste. Ainsi, dès 1933, l'industrie allemande fut contrainte à la réalisation d'un *volksempfänger*, récepteur populaire très abordable.

De même, le cinéma fut plus adapté que la télévision pour la propagande du Parti. Ainsi, les films de Leni Riefenstahl, montrant la grandeur des rassemblements national-socialistes et de ses acteurs, prenaient toute leur dimension sur grand écran alors même que leur diffusion sur un petit récepteur à la très faible résolution amoindrissait fortement l'impact des images.

En ce sens, les films de propagande devenaient quasi-caricaturaux une fois transposés à la télévision, et force est de reconnaître que tel n'était pas l'effet recherché. Le 22 mars 1935 s'ouvrait un groupement public pour le développement de la télévision à Berlin, émanant de la *Reichsrundfunkgesellschaft*. Les plus hauts dignitaires du Reich, pourtant invités, ne jugèrent pas utile de se déplacer pour cette occasion, qui aurait pourtant pu accélérer le développement de la télévision allemande.

Ils préférèrent envoyer une délégation qui ne s'exprima que de manière très froide sur le potentiel de cette technologie, ce qui explique également la volonté du *führer* de limiter le développement des *fernsehstellen*<sup>4</sup>.

Cela ne signifie pas que le rôle militaire de la télévision ait été négligé, bien au contraire. Ainsi, en 1935, le ministère de l'air (*luftwaffenministerium*), décida sous la pression de Goering que la télévision devait recevoir des applications réservées à l'armée. Un ensemble de mesures furent alors prises pour confiner les prises de vues destinées au public aux studios<sup>5</sup>, alors que

---

<sup>4</sup> V. *supra*

<sup>5</sup> V. *infra*

le développement des caméras susceptibles de prendre des vues en extérieur était réservé aux applications militaires.

*De facto*, la vocation propagandiste de la télévision se trouvait limitée, puisque les principaux discours étaient réalisés en extérieur. Il existait certes un ministère de la propagande chargé du développement des programmes diffusés à la télévision, mais du fait du faible nombre de postes et des prises de vues exclusivement réalisées en studio, son rôle était à l'époque purement anecdotique. Il s'agissait principalement de conserver passivement une mainmise politique sur cette technologie au fort potentiel.

A cette vision restreignant le développement du média télévision s'opposait celle du responsable du développement de la radio, M. Hadamowky, qui souhaitait à tout prix anticiper la prochaine naissance de la télévision-BBC, dont les programmes devaient être diffusés à compter du 2 novembre 1936.

### **PARAGRAPHE 3 - LES JEUX OLYMPIQUES DE 1936 COMME RÉVÉLATEUR DU DÉVELOPPEMENT TÉLÉVISUEL**

La technologie télévisuelle sera grandement améliorée à l'occasion des olympiades de Berlin de 1936. En effet, les pouvoirs publics allemands, accueillant ces jeux, ne souhaitaient pas être devancés par certains pays étrangers qui auraient pu filmer l'événement et le retransmettre.

Le président de la *Reichsrundfunkammer*, Horst Dressler-Andress<sup>6</sup>, espérait que la technologie allemande permette la retransmission des jeux de Berlin afin d'exprimer devant le monde entier le potentiel technologique de l'État national-socialiste.

Cependant, la technologie allemande était en retard sur celles des autres pays occidentaux, notamment en ce qui concerne les caméras permettant les prises de vues en extérieur, pourtant nécessaires pour filmer les compétitions sportives. C'est donc à l'aide de plans américains que les allemands, plus particulièrement la société *Telefunken*, vont monter leur propre caméra, la *telefunken kanone*. Cette dernière était particulièrement impressionnante par ses dimensions extrêmes, puisque mesurant en ordre de marche une longueur de 2,20 mètres. Par manque de place dans le stade olympique il aura fallu creuser un sillon à même la piste...

---

<sup>6</sup> Également connu pour avoir été à l'origine du développement des récepteurs radio populaires.

Pour diversifier les prises de vues, on utilisa également des caméras de cinéma classiques, à pellicule photosensible, dont les films étaient ensuite analysés et convertis en ondes hertziennes. Il fallait travailler rapidement, mais le procédé donnait une illusion de direct que les spectateurs appréciaient. En effet, nonobstant ces détours techniques et la piètre qualité des images, les foules se passionnèrent pour les olympiades, et se ruèrent dans les *fernsehstellen*. Il fallu même en fermer certaines pour cause d'affluence excessive. Techniquement, cette demande fut un formidable vecteur de développement.

Cette passion des foules et ce développement technique ne s'achevèrent pas avec les olympiades. Ainsi, quelques mois plus tard, la réunion annuelle du parti national socialiste de Nüremberg<sup>7</sup>, fut filmée par une équipe mobile, sur support argentique, les films étant ensuite acheminés par avion à Berlin, développés, convertis en signal hertzien puis diffusés par les *fernsehstellen* le soir même.

En 1937, un câble fut posé entre Berlin et Nuremberg, à des fins militaires mais également dans le but de permettre l'acheminement plus rapide des images des congrès du Parti. L'événement fut salué comme unique au monde. Cependant, malgré ces investissements lourds et la quasi-immédiateté des images, les actualités cinématographiques demeuraient plus intéressantes pour le public, du fait d'une qualité nettement supérieure.

En 1939, le Parti présenta au public un modèle de récepteur de télévision populaire, à l'image des récepteurs de programmes radiophoniques qui existaient déjà. Les pouvoirs publics prévoyaient une production originelle de dix mille unités, à un prix pourtant bien peu populaire de 650 marks. La guerre portera un terme à cette initiative, et seuls cinquante récepteurs populaires furent finalement construits.

---

<sup>7</sup> Le célèbre *parteitag*

## **SECTION 2 - DE LA FINALITÉ PRINCIPALEMENT MILITAIRE ET PROPAGANDISTE DE LA TÉLÉVISION ALLEMANDE DURANT LA GUERRE À LA CAPITULATION NAZIE**

Si les tentatives d'application militaire de la technologie télévisuelle furent nombreuses au cours de la seconde guerre mondiale, et même avant le déclenchement de cette dernière (paragraphe 1), le rôle principal attribué par le régime hitlérien à la télévision fut celui d'un outil de propagande, en Allemagne (paragraphe 2), comme en France (paragraphe 3).

### **PARAGRAPHE 1 - LA RECHERCHE TÉLÉVISUELLE COMME ÉLÉMENT DE STRATÉGIE MILITAIRE**

L'idée d'une application militaire des technologies télévisuelles ne date pas du début de la guerre, mais est intervenue bien avant. Ainsi, dès le mois de mai 1935, à l'occasion d'un congrès organisé par le président de la chambre nationale de la radiodiffusion<sup>8</sup>, Horst Dressler-Andress, Goering reconnaissait l'utilité potentielle de ces techniques à des fins militaires, et de sa maîtrise par la Poste, directement dépendante de l'État.

Au début du mois de juillet 1935, le ministre de la propagande exprima sa volonté de s'approprier la recherche télévisuelle. En réaction, un décret du 12 juillet 1935, pris sur injonction expresse du *führer*, réglementait l'exploitation et le développement de la technologie télévisuelle, notamment des caméras, et en attribuait le monopole à la Poste et au ministère de l'air<sup>9</sup>. Les recherches militaires se concentrèrent à l'extérieur alors que les recherches civiles se développaient exclusivement en studios. Ainsi, le pouvoir s'assurait d'une possibilité d'exploiter la technologie télévisuelle à des fins militaires<sup>10</sup>. En effet, certains historiens<sup>11</sup> supposent que ce partage des compétences avait pour objectif de laisser l'armée développer de manière secrète des caméras de nature à filmer le théâtre des futurs champs de bataille, ainsi que de multiples armes utilisant un guidage par caméra.

---

<sup>8</sup> *Reichsrundfunkkammer*

<sup>9</sup> En pratique ces deux ministères étaient très intimement liés.

<sup>10</sup> V. *supra*

<sup>11</sup> V. en ce sens M. HEMPEL, *Fernseute im Spannungsfeld zwischen Fortschritt und Reaktion - Über das Wirken deutscher Wissenschaftler, Politiker und Künstler auf dem Gebiet des Fernsehens von den historischen Anfängen bis 1945*, Tübingen, 1991, p. 24.

La possibilité concrète d'une application militaire des technologies télévisuelles va renforcer encore la volonté de Goebels de soumettre les recherches à la seule autorité du commandement militaire. Par un décret de décembre 1935, le ministère de la propagande sera donc déchargé de toute mission de recherche et verra le champ de ses compétences limité à la seule création de programmes<sup>12</sup>.

Avec le début de la guerre, cette mainmise de l'État va révéler toute son utilité dans la stratégie expansionniste du Reich, puisque de lourds moyens matériels et humains vont être mis en œuvre pour le développement de *wunderwaffen*<sup>13</sup>. Parmi les projets les plus développés on pourra noter celui d'une bombe téléguidée dotée d'une caméra, la *sehende Bombe*. De nombreux essais furent menés dès le mois d'octobre 1942 à Peenemünde, le site d'essai des bombes volantes (« Bombes V »). Les caméras utilisées dans les ogives atteignaient une résolution de 1.029 lignes, qui permettaient également la reconnaissance des sites militaires adverses.

De même, des caméras de vision nocturne pour avions furent développées, ainsi que des procédés particulièrement rapides de transmission d'images et de cartes d'état major.

A compter de 1943 fut bâtie en Tchécoslovaquie<sup>14</sup> une chaîne de montage pour ce type de caméras, mais la technologie ne produisait pas les résultats escomptés. Cette structure, financée par la *Fernseh GMBH*, fut démontée par les russes à la fin de la guerre, dès 1945, et remontée à des fins civiles en URSS. De nombreux techniciens suivirent de gré ou de force le chemin de leur usine dépecée, et partirent rejoindre le bloc communiste.

## **PARAGRAPHE 2 - LA TÉLÉVISION EN ALLEMAGNE COMME OUTIL DE PROPAGANDE**

Avec le début de la guerre, l'émetteur berlinois P. Nipkow cessa de diffuser ses programmes et fut réquisitionné par le ministère de l'air aux fins de brouiller les fréquences des avions ennemis. La Poste fit pression pour que les émissions puissent reprendre, ce qui fut le cas au mois d'octobre 1939. Il s'agissait de démontrer la toute puissance du Reich, se permettant en temps de guerre de continuer à diffuser des émissions régulières. Par contraste,

---

<sup>12</sup> K. HICKETHIER, *Geschichte des deutschen fernsehens*, éd. J.B. Metzler, 1998, p. 39

<sup>13</sup> Littéralement « armes miraculeuses ».

<sup>14</sup> A cette époque occupée.

la BBC avait, dès le 1<sup>er</sup> septembre 1939, suspendu ses programmes pour toute la durée de la guerre. En France, les émissions, qui n'étaient qu'expérimentales, durent également cesser.

Le contenu des programmes changea pour comporter une majorité de propagande, ainsi que des émissions diffusant des conseils pratiques sur les comportements à avoir en temps de guerre, comme la gestion d'un budget restreint, la vie collective dans les abris antiaériens, ou encore la gestion d'un stock alimentaire<sup>15</sup>. Ces programmes étaient réalisés en studio éclairé, sans le moindre souci d'économie, la débauche de moyens mise en œuvre faisant partie intégrante de la propagande menée, censée démontrer l'irrésistible puissance de l'État nazi.

En parallèle, la propagande s'adressait aussi aux soldats blessés<sup>16</sup>. Les appareils équipant les *fernsehstellen* furent transférés à compter de 1941 dans les hôpitaux. Au mois d'août 1942 on comptait à Berlin 34 hôpitaux équipés d'un téléviseur.

Au début de l'année 1943 il n'y avait plus d'émissions destinées au public, les seules émissions diffusées l'étaient à destination des hôpitaux. Le 23 novembre 1943, les bombardements britanniques détruisirent l'émetteur berlinois. Durant quelques mois les programmes furent émis par le réseau de câbles téléphoniques, mais le 21 août 1944 les émissions cessèrent définitivement. Pour ne pas sombrer dans l'oubli, certains animateurs se rendirent alors directement au chevet des malades.

Alors même que la guerre s'orientait clairement en défaveur de l'Allemagne, les responsables de la télévision annoncèrent la reconstruction des émetteurs pour le mois de décembre 1944 et la reprise des émissions. En réalité, les techniciens et présentateurs n'avaient aucun espoir. Cette déclaration visait simplement à les protéger des appels massifs de citoyens exigés par les besoins des derniers mois de la guerre.

---

<sup>15</sup> Emission « Ich hab's ja gleich gesagt », 1940, que l'on peut traduire par : « je l'avais bien dit ».

<sup>16</sup> Emission « Verwundte spielen für verwundete », que l'on peut traduire par : « Les blessés jouent pour les blessés »

### **PARAGRAPHE 3 - LA TÉLÉVISION ALLEMANDE À PARIS COMME CONSÉQUENCE D'UNE LONGUE COOPÉRATION TECHNOLOGIQUE FRANCO- ALLEMANDE ENTRE TELEFUNKEN ET LA COMPAGNIE DES COMPTEURS**

Jusqu'en 1938 les émissions françaises étaient expérimentales, menées par R. Barthélemy. Les premiers essais concrets furent abandonnés avec le début de la guerre.

Les allemands ayant rejoint Paris, l'idée fut lancée de démonter la Tour Eiffel du fait de la rareté des matières premières en temps de guerre, et des quantités colossales de fer qu'elle contient. On proposait à *Telefunken* de récupérer par la même occasion l'émetteur de la Tour, ce qui n'agréait que partiellement cette société.

En effet, depuis les années 1920, *Telefunken* travaillait conjointement avec la Compagnie des compteurs et était intéressée à la sécurisation du marché sur le long terme et non à sa régression. Un véritable pacte unissait ainsi ces sociétés bien avant que leurs pays ne soient opposés par un schisme politique, schisme qui n'a en réalité jamais effacé les liens économiques préexistants.

Fritz Schröter et Kurt Diels, représentants de *Telefunken* responsables du développement de la société mirent ainsi tout en œuvre pour protéger l'émetteur de la Tour Eiffel. Nonobstant les ravages causés par le conflit, la vision de ces dirigeants était en réalité déjà nettement orientée vers l'après guerre.

Ces responsables s'adressèrent alors à Alfred Bofinger, responsable de la propagande nazie sur le territoire français et développèrent alors l'idée de conserver cet émetteur, et la Tour Eiffel dans son ensemble, afin d'émettre à Paris des programmes destinés aux blessés des hôpitaux, sur le modèle des émissions déjà diffusées à Berlin. Cette technologie devait officiellement permettre de maintenir la confiance des troupes et des blessés de guerre dans le régime hitlérien.

Le système de diffusion fut remis en ordre de marche avec une technologie allemande de 441 lignes. Un studio fut établi avenue Ch. Floquet, un second au n°180 de la rue de l'université, et un autre rue Cognac-Jay, au n<sup>os</sup> 13 et 15. Le système d'émetteur était pensé

comme le modèle à généraliser après-guerre pour les émissions à destination de l'étranger. Dès 1942 naissait ainsi le projet d'une télévision européenne national socialiste, dont le but serait de propager l'idéologie nazie sur l'ensemble du territoire conquis, en vue de sa stabilisation et de sa soumission politique.

Ce projet ambitieux était clairement la vocation première du système mis en place à Paris, un système expérimental à généraliser après-guerre. A compter du 7 mai 1943 débutèrent des émissions quotidiennes d'une durée de 3 à 4 heures. Le programme était diffusé en allemand et en français, de nombreux ingénieurs français travaillant au système. Le ministère de la propagande veillait très strictement à l'adéquation des contenus avec la doctrine hitlérienne.

Le système demeura opérationnel jusqu'au 16 août 1944, et la volonté du *führer* que soit détruit l'émetteur en cas de défaite ne sera pas respectée.

## **CHAPITRE 2 - DE LA NAISSANCE D'UNE ALLEMAGNE BIPOLAIRE À LA RÉUNIFICATION CATHODIQUE OÙ UNE TÉLÉVISION EN PROIE À LA DUALITÉ POLITIQUE**

L'après-guerre va diviser l'Allemagne en zones d'occupation, puis en deux pays distincts entre lesquels la guerre froide va s'abattre. Dans ce contexte politique particulièrement difficile, la télévision jouera un rôle fondamental de propagande et de contre-propagande, jusqu'à contribuer activement à la réunification.

Reflet du schisme politique, les distorsions furent immenses entre une télévision est-allemande traduisant le discours et les orientations du Parti (section 1), et une télévision ouest-allemande développant un terrain juridique atypique et particulièrement protecteur, empreint des stigmates de la seconde guerre mondiale (section 2).

### **SECTION 1 - LA TÉLÉVISION EN RDA COMME EXPRESSION CENTRALISÉE DE LA DOCTRINE SOCIALISTE**

La télévision est-allemande sera marquée jusqu'à la réunification par la nécessité impérieuse de diffuser une image enjolivée du mode de vie socialiste. Naîtra ainsi un système télévisuel centralisé et propagandiste (paragraphe 1), qui se renforcera avec la construction du mur de Berlin et la division matérielle des deux Allemagnes (paragraphe 2), avant qu'un apaisement des relations internationales n'aboutisse à une tentative avortée de mutation des programmes et à l'ouverture des frontières (paragraphe 3).

#### **PARAGRAPHE 1 - LA NAISSANCE D'UN MODÈLE TÉLÉVISUEL CENTRALISÉ ET PROPAGANDISTE**

Dans l'immédiat après-guerre, en zone soviétique, les efforts se sont prioritairement orientés vers la reconstruction des émetteurs de radio, à peine une semaine après la capitulation nazie. Les récepteurs confisqués durant la guerre devaient être rendus à leurs propriétaires sans délai. Les émissions, alors exclusivement de radio, étaient développées

autour d'un modèle centralisé sous contrôle militaire, commun à l'ensemble des zones. Ce modèle sera par la suite appliqué à la télévision dans la zone soviétique. La RDA n'étant créé qu'en 1949, la radiodiffusion était jusqu'à cette date sous le contrôle des armées d'occupation, et les diverses émissions des différentes zones berlinoises cohabitaient faute de brouillage efficace. Avec le développement de la guerre froide, cette unité initiale cèdera la place à un partage des ondes entre l'est et l'ouest.

Quelques temps plus tard s'opèrera la renaissance de la télévision en zone soviétique. Les essais reprirent en 1949 et la même année était présenté un projet de maison de la télévision à Adlersshoff. Les instigateurs de ce projet visitèrent en 1951 le centre moscovite de télédiffusion, mondialement réputé par son modernisme, afin d'en tirer des idées pour le développement de la future télévision est-allemande.

En 1951, la NWDR, télévision ouest-allemande, présenta au grand public à l'occasion du salon de l'industrie un programme en couleur, signe ostensible de supériorité technologique, alors même qu'à l'époque les programmes n'avaient pas encore repris à l'Est. En réponse à cette provocation débutèrent le 5 juin 1952 en RDA les émissions expérimentales, premiers jalons posés pour la reprise de programmes réguliers. Il s'agissait également de conserver les fréquences attribuées par la conférence internationale<sup>17</sup>.

Le programme était voulu par les dirigeants comme une radio illustrée d'images fixes représentant l'actualité. Il ne s'agissait donc pas réellement d'une télévision à proprement parler mais simplement du moyen politique le plus aisé et économique de conserver les fréquences, et l'estime internationale dans un contexte défavorable.

Signe de cette volonté politique, les programmes officiels débutèrent en grande pompe le 21 décembre 1952, à l'occasion du 73<sup>ième</sup> anniversaire de Staline, sous le contrôle centralisé du pouvoir moscovite. Officiellement, cette date sera rétroactivement avancée au 13 décembre 1952 lorsque Staline tomba en disgrâce. Toutefois, il faut nuancer l'importance de ces premières émissions puisqu'en 1952 on estime à 70 postes au plus le nombre total de récepteurs de télévision. Le plus grand public était donc celui des quelques *fernsehstuben*, semblables aux *fernsehstellen* de l'époque hitlérienne.

---

<sup>17</sup> « Comme si nous avons un réel programme ! Nous devons désormais émettre de l'extérieur chaque jour plus d'une heure pour garder les fréquences qui nous ont été allouées à la conférence internationale », KLEINER in Müncheberg/Hoff, 1984, p. 14.

La reconstruction d'un système télévisuel est-allemand avait d'autant plus d'importance qu'il était parfaitement possible de capter les diverses émissions de l'ouest sur la totalité de la ville de Berlin et sur une grande partie du territoire de la RDA. Ces émissions ouest-allemandes n'étaient nullement perçues comme étrangères par la population de l'est, du fait d'une communauté de langue et de culture. Elles montraient les progrès rapides accomplis à l'ouest dans la technique et la démocratie, et devenaient de plus en plus gênantes pour le régime communiste, du fait des fortes critiques qu'elles véhiculaient et de l'élément de comparaison qu'elles constituaient.

En réplique, les émissions est-allemandes ne tarderont pas à montrer la république fédérale comme victime de terribles conflits sociaux, soumise aux excès capitalistes. Une telle image s'opposait au manque total d'informations relatives aux problèmes sociaux est-allemands. Il en résultait un manque réel de crédibilité d'une télévision que les habitants de la RDA soupçonnaient, à raison, être partisane et propagandiste.

Le 3 janvier 1956 les émissions devinrent continues à l'occasion du 80<sup>ième</sup> anniversaire du Président W. Pieck, transfuge de Moscou. La chaîne de télévision unique *deutscher fernsehfunk* avait la prétention de devenir une chaîne couvrant l'ensemble du territoire allemand et de concurrencer la télévision ouest-allemande. Son logo représentait la porte de Brandebourg, symbole de l'unité allemande choisi tant par la RFA que par la RDA. Cette volonté expansionniste allait pourtant être freinée par la doctrine *Hallstein*, selon laquelle aucun pays occidental ne devait entretenir de relations avec la RDA sous peine de voir ses relations politiques et commerciales avec la RFA interrompue<sup>18</sup>. Du fait de l'application de cette doctrine, la télévision est-allemande ne sera pas en mesure dans les premiers temps d'établir de bureaux dans les pays occidentaux et devra se contenter des informations recueillies dans les pays du bloc communiste.

Par ailleurs, l'expansion de la télévision était limitée par sa forte coloration politicienne et partisane, puisqu'elle se trouvait placée sous l'égide directe d'un comité national et du premier ministre. Bien plus, le Parti socialiste unique (*S.E.D.*<sup>19</sup>) contrôlait l'ensemble des programmes diffusés par le biais de son bureau de la propagande. Dans les premiers temps, l'intérêt des politiques pour la télévision n'était pourtant que très limité. Il s'agissait davantage de garder la mainmise sur la technologie en vue de maîtriser son développement futur. En ce sens, le Parti décidait de promouvoir la qualité de réception des émissions et leur variété, ceci malgré la

---

<sup>18</sup> V. également sur ce point *infra*.

<sup>19</sup> *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*

difficulté pour les laboratoires de se munir des pièces nécessaires du fait de l'embargo qui visait la RDA.

A compter de 1956 débutèrent des émissions de propagande politique virulentes relatives au combat social et à la vie sociétale, sous la direction de Karl Eduard von Schnitzlers. Ainsi furent orchestrés de faux débats télévisés<sup>20</sup> sur la vie politique, dont le seul but était de convaincre les foules du bien fondé d'un raisonnement prédéfini. L'ensemble des échanges était scénarisé, vide et peu crédible. Par la suite l'émission « *Der Swartze Kanal* », à compter de 1960, repris le flambeau du militantisme télévisé, procédant à une critique méthodique des émissions de télévision ouest-allemande. Ici encore, la crédibilité des émissions n'était que très relative. Cette situation fut d'autant plus dommageable au Parti que le nombre de récepteurs s'est très fortement accru au cours des années 1950<sup>21</sup>, de manière inversement proportionnelle à la qualité des émissions, passant de 72 appareils en 1952 à 1.035.000 en 1960 et 1.459.251 en 1961<sup>22</sup>.

Ce manque d'effectivité de la propagande est-allemande se révélera à la fin des années 1950 avec la fuite massive et croissante des allemands de la RDA vers la RFA. Ainsi, en réaction à la tourmente politique que rencontrait leur pays, dans le seul premier semestre de l'année 1961, 130.000 fuyards ont quitté l'est. Les médias n'avaient aucun impact sur cet échec politique, se montrant de plus en plus politisés<sup>23</sup>, alors que tel n'était nullement le souhait des citoyens. Seule la construction du mur de Berlin sera à même de mettre un terme à cet exode.

## **PARAGRAPHE 2 - L'ÉDIFICATION DU MUR EN 1961 ET LE REPLI DE LA TÉLÉVISION EST-ALLEMANDE**

A la fuite d'un grand nombre d'habitants de la RDA, souvent des intellectuels qui allaient manquer au développement du pays, s'ajouta une tension croissante entre l'URSS, sa zone d'influence, et le monde occidental. Cette bipolarisation s'orientant vers la guerre froide, la RDA allait se rapprocher de l'URSS et de son leader charismatique, Nikita Khrouchtchev, jusqu'à ne plus former qu'un bloc soviétique unifié. D'un point de vue géopolitique, ce

---

<sup>20</sup> Emission « Treffpunkt Berlin »

<sup>21</sup> Cet accroissement du nombre des récepteurs est directement lié à une planification étatique favorable à l'expansion de la télévision, qui a permis de diminuer de manière très importante les prix de vente.

<sup>22</sup> Source « Statistisches Jahrbuch der DDR », 1952, 1960, 1961.

<sup>23</sup> Le 1<sup>er</sup> mai 1961 la télévision est-allemande montrait ainsi pour la première fois la grande parade de l'URSS sur la place rouge.

rapprochement se matérialisait par la construction, le 13 août 1961, d'un mur séparant Berlin est et Berlin ouest.

La télévision est-allemande, relatant cet évènement, diffusa un programme spécial en cette journée de scission. Il s'agissait de partager avec les foules ce programme de *sicherung der Staatgrenze*, littéralement de sécurisation des frontières, de *schutzwall*, mur de protection édifié contre les dangers de l'ouest. Diffusé en direct avec l'appui des groupements politiques communistes, ce programme est aujourd'hui encore cité en modèle de la politique de propagande active réalisée par la télévision est-allemande<sup>24</sup>. Conséquence directe de ces diffusions, le peuple ne s'interrogea guère et approuva sans retenue la séparation avec l'ouest<sup>25</sup>. A compter de ce jour, les dirigeants de l'est prirent conscience de l'importance de la télévision dans la bonne fin de leurs opérations.

L'Allemagne étant désormais divisée, la télévision se préoccupait moins de jeter le discrédit sur la qualité et la pertinence du mode de vie occidental. Il s'agissait davantage de convaincre les habitants de la RDA de la qualité du régime socialiste et donc de faire activement la promotion de ce système.

En parallèle de la fermeture matérielle des frontières physiques naissait une réelle guerre des ondes. Deux mois après la construction du mur, le 18 octobre 1961, fut rendue publique la décision de construire à Berlin ouest deux nouveaux émetteurs d'une portée de 200 kilomètres, capables de diffuser les programmes ouest-allemands sur la quasi-totalité du territoire est-allemand, ce qui ne manquait pas de troubler la quiétude des dirigeants de la RDA. Bien plus, il était question de diffuser abondamment par le biais de ces émetteurs des films américains récents<sup>26</sup>. Il s'agissait donc, pour ne pas nuire à l'efficacité de la propagande, d'empêcher les citoyens de l'est de capter les émissions diffusées à l'ouest. Cette volonté politique conduisit le ministre chargé de la propagande, Albert Norden, à demander aux ingénieurs d'étudier les possibilités de brouillage des émissions ouest-allemandes.

---

<sup>24</sup> K. HICKETHIER, *Geschichte des deutschen fernsehens*, éd. J.B. Metzler, 1998, précité, p. 283.

<sup>25</sup> Le journaliste G. SCHEUMANN, chroniqueur vedette de la télévision est-allemande expliquait ainsi que « le peuple est désormais réuni à l'abri des perturbations extérieures, près à développer le pays », G. SCHEUMANN, *Heikle Gratwanderung - Die sendereihe*, PRISMA, 1993, p. 132.

<sup>26</sup> Il existait une obligation de ne pas diffuser de films exploités en salles dont le visa d'exploitation en salles avait été délivré il y a moins de cinq ans, qu'il était question de supprimer afin de laisser les films américains pénétrer plus rapidement le marché.

Il fut alors recommandé d'édifier un ensemble d'émetteurs de brouillage, une *elektronische mauer*<sup>27</sup>. Ce mur ne vit jamais le jour, la portée de 2 kilomètres de ces émetteurs aurait en effet nécessité leur multiplication en un chantier colossal.

Demeuraient alors des solutions plus simples pour assurer l'efficacité du repli télévisuel est-allemand. Les jeunesses communistes *FDJ*<sup>28</sup> débutèrent ainsi une opération secrète dénommée « oxenkopf »<sup>29</sup>, dont le but était de monter sur les toitures des maisons et immeubles afin de changer l'orientation des antennes, afin que celles-ci ne soient plus à même de capter la télévision ouest-allemande. Cette méthode quelque peu absurde voyait son efficacité limitée par l'absence totale de collaboration des citoyens, lesquels allaient immédiatement sur les toitures réorienter les antennes...

De même, dans les *fernsehstuben*, l'on verrouillait les commandes des téléviseurs avec une serrure afin de ne donner accès qu'à la télévision est-allemande. Les antennes offertes à la vente par l'entreprise publique *VEB* furent également modifiées afin de ne permettre que la réception des chaînes nationales. Les récepteurs furent soumis aux mêmes restrictions techniques afin de rendre inaccessibles les fréquences utilisées par la télévision ouest-allemande. Cette politique ne posait aucun problème puisque toutes les usines, les magasins et les installateurs étaient des entreprises publiques. Il en allait de même des réparateurs, qui étaient chargés de procéder discrètement aux modifications et à la suppression de certaines bandes de fréquences lors des réparations qui leurs étaient confiées.

En 1967 était prévue la naissance d'une seconde chaîne nationale est-allemande, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolution d'octobre. Il fut décidé à cette période d'opter pour la norme française SECAM afin que la télévision soit technologiquement distincte de la télévision ouest-allemande, fonctionnant selon la norme PAL. Cette solution avait de plus l'avantage de donner une autonomie technologique à la RDA. A la même époque, le besoin de prestige conduisit les dirigeants est-allemands à faire édifier une tour de la télévision à Berlin Est, symbolisant son rôle de capitale. Cette tour, avec ses 365 mètres de hauteur était, après la tour moscovite de la télévision, la deuxième plus haute du monde. En pratique cependant, l'efficacité réelle de cette construction était contestable, puisque de nombreuses zones de la ville de Berlin demeuraient dans l'ombre de la tour, et ne pouvaient

---

<sup>27</sup> « Mur électronique »

<sup>28</sup> *Freie Deutsche Jugend*

<sup>29</sup> Que l'on peut traduire par opération « tête de renne »

correctement capter les programmes diffusés. Le 3 octobre 1969 débutèrent les émissions de la seconde chaîne est-allemande, en couleur.

Parallèlement à ce repli, au cours des années soixante, un renforcement de la qualité et de la diversité des programmes fut tenté. Le but visé était la propagation d'une identité et d'une culture propre à la RDA. Le responsable de la télévision est-allemande, Heinz Adameck disait ainsi lors d'une allocution tenue à l'occasion du dixième anniversaire de la première émission est-allemande : « Nous allons tout mettre en œuvre pour que la télévision devienne le premier média de masse pour les travailleurs et agriculteurs de notre pays. Sur des millions d'écrans nous combattons pour le meilleur, le socialisme et la paix, et contre le pire, le militarisme et la guerre »<sup>30</sup>.

En ce sens, des studios furent construits au sein de différentes villes telles que Halle, Dresden, Karl-Marx-Stadt ou encore Rostock. Cependant, ces studios ne disposaient d'aucune autonomie, se contentant de fournir des émissions aux responsables nationaux de sorte que le système demeurait très fortement centralisé. De plus, la qualité de la programmation souffrait de cette politisation. Des émissions aussi populaires que *blaulicht*<sup>31</sup> durent être supprimées. Cette dernière traitait d'affaires criminelles, alors même qu'il avait été édicté le principe selon lequel dans un pays socialiste comme la RDA il ne pouvait raisonnablement y avoir de criminalité. L'amitié des citoyens l'interdisait, et l'émission, contraire à ce dogme politique, dû être supprimée. A l'inverse, des sujets ne passionnant guère les foules furent mis en avant, telle qu'une émission régulière traitant de la réforme du code civil est-allemand, et de l'incorporation en son sein des principes socialistes fondamentaux.

### **PARAGRAPHE 3 - LES PRÉMICES DE L'ÉCLATEMENT EST-ALLEMAND OÙ L'ÉMERGENCE D'UNE POLITIQUE D'APAISEMENT DES RELATIONS EXTÉRIEURES**

Jusqu'au début des années 1970, la RDA n'était pas reconnue comme État indépendant par les pays occidentaux. Cette conséquence directe de la doctrine *Hallstein*<sup>32</sup> avait pour conséquence de bannir à l'est toute autre information internationale que celle touchant les pays communistes.

---

<sup>30</sup> Heinz ADAMECK, *Funk und fernsehen der DDR*, 1962, Dezemberheft, p. 2

<sup>31</sup> Que l'on peut traduire par « gyrophare »

<sup>32</sup> Doctrine aux termes de laquelle tout pays reconnaissant l'existence politique de la RDA verrait ses relations politiques avec la RFA rompues, v. *supra*.

Au début des années 1970, une politique d'apaisement des relations extérieures vit le jour. Le conflit médiatique opposant les deux Allemagnes pris un tournant décisif lors de la conclusion d'un accord<sup>33</sup> signé le 3 septembre 1971. Les chaînes ouest-allemandes ZDF et ARD ouvrirent alors des bureaux à Berlin-Est. En septembre 1973, la première chaîne est-allemande ouvrit un bureau de correspondants à Paris. Naissait ainsi une ouverture neuve de la RDA sur le monde, qui découvrait par le biais de studios en Asie et en Afrique, puis en Amérique latine à l'occasion du putsch chilien en 1973<sup>34</sup>, les problèmes sociaux du tiers-monde. En 1974, et suite à cette ouverture internationale, les journalistes de la télévision est-allemande établirent un bureau à l'ouest, dans la ville de Bonn.

De même, symbole d'un apaisement entre les deux Allemagne, en 1971, E. Honnecker déclarait qu'existait un droit fondamental des citoyens de la RDA à regarder la télévision ouest-allemande. Etaient cependant exclus de cette mesure les policiers et militaires ainsi que les professeurs<sup>35</sup>. En tant que dépositaires d'une forme d'autorité publique le discours ouest-allemand ne devait pas les atteindre.

Cependant, ce semblant d'unité retrouvée fit craindre aux dirigeants de l'est une vision trop apaisée des pays du bloc occidental. La télévision transformerait l'ennemi étranger et la lutte des classes qu'il abrite en un pays glorifié. Par conséquent, un groupe de journalistes, *Gruppe Kartins*, fut créé, lequel disposait de grands pouvoirs et d'une réelle autonomie. Sa mission était de recueillir des éléments rédactionnels défavorables à l'image des pays occidentaux, démontrant l'existence de troubles sociaux, de scandales politique, etc. Ce groupe fut dissout à la fin des années 1970, cette propagande perdant lentement sa crédibilité.

En effet, avec l'ouverture des programmes sur l'ouest, le risque de desservir les intérêts du socialisme, fondement même de la RDA, devint de plus en plus important. Il s'agissait de ne pas trahir les propos par l'image, de ne pas laisser planer de doute sur la réalité de l'enfer économique régnant à l'ouest. Par conséquent, le nombre d'émissions diffusées en direct fut restreint et les images soumises à un visionnage approfondi.

Au début des années 1980, alors que naissait à l'ouest la télévision commerciale, les dirigeants de la RDA exigèrent que soient diffusés sur la seconde chaîne davantage de films

---

<sup>33</sup> « Vier-Mächte-Abkommen »

<sup>34</sup> Le titre de l'émission « *Venceremos* », en dit long sur la neutralité des journalistes dans ce conflit...

<sup>35</sup> K. HICKETHIER, *Geschichte des deutschen fernsehens*, éd. J.B. Metzler, 1998, précité, p. 285

étrangers, afin que le public ne se tourne pas vers la télévision ouest-allemande<sup>36</sup>. Cette volonté apparente de satisfaire le téléspectateur se traduisait en pratique par un contrôle intense du contenu des émissions diffusées. Les programmes occidentaux n'étaient pas bannis, encore fallait-il qu'ils soient dénués de toute connotation politique...

En 1985 prenait naissance la politique de *glasnost* initiée par M. Gorbatchev, à laquelle E. Honeker<sup>37</sup> s'opposait fermement. Cette opposition induisit une réforme du statut de la télévision en juin 1985, sur le modèle des comités régissant l'industrie de pointe, c'est-à-dire une organisation fortement centralisée et placée sous le joug du Parti<sup>38</sup>. Ce dernier durcissement politique eut pour conséquence une désaffection croissante du public pour la télévision, qui était en passe de perdre toute crédibilité. Une opposition politique était émergente, ce qu'aucun média ne pris en compte. Le nombre de téléspectateurs était en diminution constante.

A l'inverse de la télévision est-allemande, la télévision de l'ouest couvrait en direct et sans filtrage l'ensemble des évènements majeurs de la seconde moitié des années 1980 : l'ouverture de la frontière entre l'Autriche et la Hongrie, la fuite de milliers d'est-allemands vers Prague, Budapest et Varsovie, mais aussi les démonstrations à Leipzig et Berlin. La quasi-totalité des habitants de l'est avait déjà tourné ses antennes vers l'ouest, et la propagande en devenait d'autant moins crédible.

Le 18 octobre 1989, E. Honecker fut contraint à la démission. Simultanément, le responsable de la télévision est-allemande, Joachim Herrmann, fut limogé, ce qui démontre parfaitement l'imbrication du pouvoir politique et des médias. Débuta alors une ouverture croissante de la télévision sur la réalité des évènements.

Le 4 novembre 1989 fut ainsi retransmise en direct de l'*Alexanderplatz* une gigantesque manifestation en faveur d'une démocratisation de la RDA. Un débat naquit ainsi entre les dignitaires du Parti et une grande partie de la population. Le 9 novembre 1989 eut lieu une conférence de presse du Parti, amplement diffusée par la télévision. G. Schabowski, éminent représentant du gouvernement est-allemand déclarait alors, face aux caméras, que les portes étaient ouvertes à tous ceux qui désiraient s'exiler. Le soir même, amplement informés par la télévision, et prenant à la lettre cette déclaration, des dizaines de milliers de personnes se

---

<sup>36</sup> Loi dite *Alternative Programmpolitik*, 1983

<sup>37</sup> A l'époque chef de l'exécutif en RDA, et dirigeant du Parti.

<sup>38</sup> En ce sens fut nommé comme commentateur en chef des évènements politiques un propagandiste de génie, en la personne de K.-E. VON SCHNITZLER.

rassemblèrent autour des postes-frontières. Ne sachant que faire, les gardes ouvrirent les barrières, et l'Allemagne vit s'ouvrir un nouveau chapitre de son histoire. La réunification était en marche.

## **SECTION 2 - LA TÉLÉVISION EN RFA COMME EXPRESSION DÉCENTRALISÉE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES ET MODÈLE DE L'ACTUELLE ALLEMAGNE UNIFIÉE**

Marquée par les stigmates de la seconde guerre mondiale, la RFA va élaborer un statut juridique particulièrement protecteur des médias et de la télévision. Fut ainsi créé un cadre constitutionnel (paragraphe 1) et une définition de la notion de service public (paragraphe 2) atypiques, lesquels furent, de force, transposés au sein de l'Allemagne unifiée (paragraphe 3).

### **PARAGRAPHE 1 - LE CADRE CONSTITUTIONNEL DE LA TÉLÉVISION OUEST-ALLEMANDE OÙ LA MARQUE DES DÉRIVES DU PASSÉ**

Lorsque fut proclamée la Loi fondamentale (Constitution) de la RFA, le 23 mai 1949, la crainte d'une possible accapuration des médias par le pouvoir à des fins de propagande était toujours réelle, l'histoire récente demeurant dans toutes les mémoires. L'audiovisuel sera donc doté d'un système de garanties constitutionnelles à un degré très élevé. Ainsi, contrairement à de nombreux autres pays dont les constitutions furent rédigées au sortir de la seconde guerre mondiale, le constituant ouest-allemand inscrivit au catalogue des droits fondamentaux non seulement la liberté individuelle d'expression et d'information, mais également, de manière plus originale, la liberté de l'ensemble des médias en tant qu'institutions. L'article 5 de la Loi fondamentale dispose ainsi en son article 5 al. 1 que « chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement son opinion par la parole, par l'écrit et par l'image, et de s'informer sans entraves aux sources qui sont accessibles à tous. La liberté de la presse et la liberté d'informer par la radio, la télévision et le cinéma sont garanties. Il n'y a pas de censure »<sup>39</sup>.

Ces droits fondamentaux sont garantis par le Tribunal constitutionnel fédéral, lequel peut être directement saisi en dernier recours par les citoyens s'estimant lésés dans leurs droits fondamentaux. Par huit jugements rendus depuis 1961, cette juridiction a eu à de multiples

---

<sup>39</sup> Traduction effectuée par l'Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, 1992, cité par Isabelle BOURGEOIS, in *Radios et télévisions privées en Allemagne*, CIRAC, p. 12.

occasions la possibilité de tracer les contours du droit constitutionnel de la télévision ouest-allemande.

Par un jugement du 22 février 1961<sup>40</sup>, le Tribunal constitutionnel fédéral a encore renforcé la protection constitutionnelle de la télévision en consacrant un principe d'indépendance de l'audiovisuel vis-à-vis de l'État. Il fut ainsi jugé que « l'article 5 de la constitution exige que cet instrument moderne de formation de l'opinion ne soit livré ni à l'État, ni à un seul groupe social ». L'exécutif ne saurait donc exercer aucune tutelle sur la télévision, c'est-à-dire qu'il lui est interdit d'être actionnaire d'une société de télévision ou encore de fixer aux chaînes un cahier des charges restrictif lié au contenu des programmes. En d'autres termes, la liberté de programmation<sup>41</sup>, l'autonomie et la responsabilité éditoriale des chaînes sont consacrées comme principes de valeur constitutionnelle. Par conséquent, le projet de lancement d'une seconde chaîne dont l'État serait unique actionnaire, dit projet de « télévision Adenauer »<sup>42</sup>, fut rejeté. Ce premier jugement rendu sur la question de l'audiovisuel ouest-allemand posa les jalons du développement télévisuel, et n'a jamais été remis en cause par la suite, faisant simplement l'objet de précisions.

Ainsi, le Tribunal constitutionnel fédéral précisa par un 3<sup>ème</sup> jugement sur la radiodiffusion, datant de 1981, que la création d'un secteur privé de l'audiovisuel n'était possible que si les *Länder* prennent les dispositions légales nécessaires à la garantie du pluralisme. Sont envisageables deux types de pluralisme : le pluralisme interne<sup>43</sup>, où la diversité des opinions existantes se reflète au sein même des structures et/ou des programmes, ou le pluralisme externe<sup>44</sup>, où le nombre et la diversité des télévisions en présence suffisent à garantir l'équilibre des opinions.

Par ailleurs, il a été jugé en 1987<sup>45</sup> que « la garantie fondamentale par la Constitution de la liberté de la radiodiffusion interdit par principe au législateur de proscrire certains programmes (...) ou de prendre toute autre mesure visant à réduire la possibilité d'apporter des contributions diffusées par la radio et la télévision, à la formation de l'opinion »<sup>46</sup>. En l'espèce, la loi sur l'audiovisuel du *Land* de Bade-Wurtemberg interdisait aux établissements de service public implantés sur son territoire de produire et de diffuser des émissions locales.

---

<sup>40</sup> Cité par F.-W. SELL, in *Verfassungsrecht und Rundfunk*, p. 52

<sup>41</sup> *Programmfreiheit*

<sup>42</sup> Du nom du chancelier instigateur du projet.

<sup>43</sup> *Innenpluralismus*

<sup>44</sup> *Aussenpluralismus*

<sup>45</sup> Cinquième jugement sur la radiodiffusion du Tribunal constitutionnel fédéral.

<sup>46</sup> Cité par Isabelle BOURGEOIS, in *Radios et télévisions publiques en Allemagne*, CIRAC, p. 25

Les juges du Tribunal constitutionnel ont considéré ces dispositions comme contraires à la Loi fondamentale, estimant que la télévision, et la radio, sont par essence des affaires publiques, lesquelles ne peuvent être conduites que par la collectivité, qui mandate les sociétés *ad hoc* et les contrôle par un système de représentation de type quasi-parlementaire.

Cette organisation décentralisée, distincte de l'État et asservie à la seule collectivité des citoyens est la principale originalité du système ouest-allemand, garantissant que l'audiovisuel ne soit plus jamais soumis à un parti politique, comme cela a pu être le cas durant la période hitlérienne.

## **PARAGRAPHE 2 - LES SPÉCIFICITÉS DU SERVICE PUBLIC AUDIOVISUEL ALLEMAND ET LE TRIOMPHE DE LA CONCEPTION FONCTIONNELLE**

Contrairement à la France, qui adopte une conception organique du service public, la clef de voûte du service public allemand de l'audiovisuel se trouve être le critère fonctionnel. Ainsi, si l'ensemble des acteurs du secteur de l'audiovisuel se doit de rechercher un but commun, à savoir contribuer à la libre formation de l'opinion au travers, notamment, du respect du pluralisme, certaines chaînes, constituant le secteur public, doivent aller au delà de cette mission. Cette conception fonctionnelle résulte très clairement de l'expérience nazie, qui a parfaitement démontré que les missions remplies par l'État ne le sont pas forcément pour le bien du peuple, ce qui constitue à l'évidence une différence manifeste avec notre conception française des missions de l'État.

Il résulte ainsi d'un jugement fondamental rendu par le Tribunal constitutionnel fédéral le 4 novembre 1986 que « dans l'Ordre dual de la radiodiffusion, tel qu'il se dégage actuellement des nouvelles lois sur les médias adoptées par les *Länder*, l'indispensable « service de base » est l'affaire des établissements de radiodiffusion de droit public, dont les programmes hertziens touchent pratiquement la totalité de la population et qui sont en mesure d'offrir une programmation exhaustive. La mission qui leur est ainsi impartie comprend les fonctions intrinsèques de la radiodiffusion tant en ce qui concerne l'ordre démocratique que la vie culturelle de la République fédérale. C'est là ce qui justifie le service public et sa spécificité. Les missions qui lui sont ainsi confiées exigent que soient garanties les conditions techniques,

financières, organisationnelles et humaines de leur réalisation »<sup>47</sup>. Le secteur privé et le secteur public peuvent donc parfaitement coexister et collaborent tous deux à la réalisation d'une mission *lato sensu* assimilable à une mission de service public. Seulement, si le secteur public doit remplir de stricts critères<sup>48</sup> de service public, ces critères sont allégés pour le secteur privé<sup>49</sup> et ne constituent plus qu'un standard minimal de qualité.

Cette domination de la conception fonctionnelle s'accroîtra par la suite, notamment au travers d'un jugement du 4 février 1991<sup>50</sup>, lequel précisa que le service public est doté d'une garantie de maintien et de développement<sup>51</sup>, ce qui justifie que des aides matérielles ou pécuniaires puissent lui être attribuées. Le Tribunal constitutionnel fédéral s'est fondé sur une analyse des conditions du marché pour parvenir à la conclusion qu'il ne suffisait pas d'octroyer au service public les conditions de sa survie, il fallait aller plus loin et lui permettre de demeurer concurrentiel par rapport à des entreprises privées en croissance exponentielle. La sauvegarde du service public ne pouvait donc passer que par son propre développement.

Ce développement peut parfaitement s'opérer par la prise de participations de sociétés de droit public titulaires d'une mission de service public au sein de sociétés de droit privé, voire même par la création de filiales communes. Le système mise en place par le Tribunal constitutionnel brille donc par sa souplesse, toutes les formes de collaboration entre le secteur public et le secteur privé étant possibles, à la seule condition que soient respectées les obligations culturelles et démocratiques indissociables de l'existence du service public.

Il convient toutefois de nuancer légèrement ce propos en précisant que le Tribunal constitutionnel a considéré en son huitième jugement sur la radiodiffusion de 1993 que les établissements de radiodiffusion de droit public ne peuvent faire l'objet d'une procédure de faillite, ce qui démontre que le critère organique n'est pas totalement occulté par les juges, étant pris en compte afin de sauvegarder la cohésion globale du système de radiodiffusion. Ce principe doit trouver à s'appliquer tant aux radios qu'aux télévisions publiques, lesquelles sont en réalité toutes deux intégrées sous l'appellation quelque peu maladroite de *radiodiffusion*.

---

<sup>47</sup> Jugement cité par BAUER et ORY in *Recht in rundfunk und fernsehen*, repris et traduit par Isabelle BOURGEOIS, in *Radios et télévisions publiques en Allemagne*, CIRAC, p. 27

<sup>48</sup> *Grundversorgung*

<sup>49</sup> *Grundstandard*

<sup>50</sup> Dit « sixième jugement sur la radiodiffusion »

<sup>51</sup> *Bestands und Entwicklungsgarantie*

### PARAGRAPHE 3 - L'ORGANISATION DÉCENTRALISÉ COMME MODÈLE D'UNE TÉLÉVISION ALLEMANDE RÉUNIFIÉE

La chute du mur de Berlin<sup>52</sup> n'aboutit pas immédiatement à une réunification politique. Durant de longs mois, et malgré l'ouverture des frontières, les deux Allemagnes vont cohabiter, et préparer la réunification en essayant de préserver au mieux leurs intérêts réciproques.

La télévision est-allemande tentait ainsi, une fois dégagée de l'influence politique du Parti politique *S.E.D.*, d'acquérir une indépendance rédactionnelle et de s'adapter ainsi aux attentes de la population. Au début des années 1990 soufflait donc un vent de libéralisme certain qui eu pour conséquence la volonté de création d'une structure de télévision qui aurait eu sa place dans le paysage audiovisuel de l'Allemagne unifié. Ce souhait s'explique aisément par le souci des dirigeants de l'est de ne pas voir disparaître la télévision qu'ils avaient façonné, et dans laquelle tant de travail avait été investi.

Conséquence de ces efforts, le nombre de téléspectateurs ne cessa d'augmenter à l'est. A titre d'illustration, la part d'audience réalisée par l'émission d'information *Aktuelle Kamera* grimpa en flèche de 4 % à 40 %.

Nonobstant ce développement, en février 1990, avant tout vote en RDA, J. Doetz, responsable de l'association de télévision câblée et satellitaire ouest-allemande, demandait que les fréquences des deux chaînes est-allemandes soient mises à la disposition des chaînes de RFA, ce qui devait conduire à la disparition totale des deux chaînes de l'est.

Le 18 mars 1990 eurent lieu les premières élections libres en RDA, que les partis démocrates CDU et DSU gagnèrent en formant une coalition dirigée par L. De Maizière. Fut alors créé un ministère en charge des médias sous le contrôle de G. Müller (CDU). Fin mars 1990, la télévision est-allemande, jusqu'alors dénommée *Fernsehen der DDR*<sup>53</sup>, repris le nom qu'elle portait dans les années soixante, *Deutscher Fernseh Funk*<sup>54</sup> (DFF). Ce changement sémantique anticipa en pratique la réunification allemande. Un statut spécifique fut créé pour la télévision est-allemande, dont la vocation était de préserver le système mis en place et de le maintenir dans une Allemagne unifiée.

---

<sup>52</sup> Sur l'historique de la chute du mur de Berlin, v. les développements y consacrés *supra*

<sup>53</sup> Télévision de la RDA

<sup>54</sup> Télévision allemande

Avec la chaîne ouest-allemande ZDF fut ainsi négociée l'entrée des chaînes de l'est au sein du consortium 3sat, et un contrat fut conclu avec le groupe français *information et publicité* (IP), afin d'assurer des rentrées d'argent suffisantes à la pérennisation de la télévision est-allemande. Cependant, les chances de survie de la DFF en l'état semblaient bien faibles, notamment du fait d'une pression politique considérable en vue de la mise en place d'une organisation fédérale de la télévision à l'est.

Fin mai 1990 fut limogé le général H. Bentzien, chef de la télévision est-allemande, et fin septembre 1990 fut proposée et votée une loi dont le but était d'introduire en RDA et sur le modèle de la RFA un système audiovisuel fédéraliste. Cette « fusion absorption » anticipa de quelques jours la disparition de la RDA par l'extension du champ d'application de la constitution ouest-allemande, le 3 octobre 1990, ce qui eu pour effet de constitutionaliser la réunification.

Il était toutefois décidé de permettre à la DFF de continuer ses émissions jusqu'à la fin de l'année 1991.

Le 15 octobre 1990, sur proposition du chancelier H. Kohl, fut nommé R. Mühlfenzl en qualité de délégué en charge du développement de la télévision au sein des nouveaux *Länder*<sup>55</sup>. Son attitude choqua de nombreux acteurs de l'ex-télévision est-allemande, car il décida de dissoudre la DFF, d'apporter le patrimoine des archives audiovisuelles est-allemande et le patrimoine foncier des chaînes aux *Länder*, ainsi que de licencier une grande partie du personnel<sup>56</sup>. La promesse de permettre à la DFF d'émettre jusqu'à fin 1991 ne fut pas tenue, les programmes de l'ARD et de ZDF prenant progressivement le relais. Les contrats passés par DFF, comme celui la liant avec *information et publicité*, furent novés en fonction des conditions applicables aux chaînes de l'ex-RFA.

En février 1991 fut créé le *MittelDeutscheRundfunk* (MDR) au travers d'un contrat d'État des *Länder* dirigés par le CDU<sup>57</sup>, comparables aux contrats préexistants en ex-RDA. La direction de la MDR fut confiée à d'anciens cadres de l'ARD, chargés d'instaurer à l'est les méthodes éprouvées à l'ouest.

---

<sup>55</sup> Soit au total cinq nouveaux *Länder*.

<sup>56</sup> Les effectifs chutèrent de 7.500 salariés fin 1990 à en 3.500 en septembre 1991.

<sup>57</sup> Les *Länder* de Thüringen, Sachsen-Anhalt, Saxe.

Un autre *Land*<sup>58</sup> rejoignait un émetteur ouest-allemand, la NDR, et le cinquième nouveau *Land*<sup>59</sup> créa, également sur le modèle de l'ex-RFA, le *Ostdeutschenrundfunk* (ORB). L'ensemble des nouveaux *Länder* se trouvait donc désormais organisé selon le modèle des contrats d'État qui existaient auparavant en RFA, avec des cadres issus de l'ouest. Ce n'est que pour les missions les moins importantes que les employés de l'est furent conservés.

La télévision est-allemande disparu donc corps et âmes, la DFF cessant d'émettre avant terme dans l'indifférence générale, et la quasi-totalité des cadres de l'est durent partir à la recherche d'une difficile reconversion professionnelle. Certains regrettèrent amèrement les temps passés et surtout la méthode mise en œuvre par la RFA pour phagocyter l'est : « Beaucoup furent pris de stupeur : Alors même que nous sommes restés ici, alors même que nous n'avons pas émigré, nous vivons *de facto* à l'ouest. Nous ne sommes pas partis à l'ouest, c'est l'ouest qui est venu à nous »<sup>60</sup>.

Si le modèle ouest-allemand se devait pour d'évidentes raisons pratiques d'être transposé à l'est, il est vrai que la méthode employée n'a guère brillé par sa douceur...

---

<sup>58</sup> Mecklenburg-Vorpommern

<sup>59</sup> Brandenburg

<sup>60</sup> J. PLOG, *Kein Kolonisatoren-Blick. Ob Medien - oder Gesamtdeutschland: Selters statt Sekt*, Funk-Korrespondenz, 1993, p. 5

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **I. Ouvrages en langue française**

- P. ALBERT ET A.-J. TUDESQ, *Histoire de la radio-télévision, Que sais-je ?*, Paris, PUF, 1996
- I. BOURGEOIS, *Radios et télévisions publiques en Allemagne*, Paris, CIRAC, 1993
- I. BOURGEOIS, *Radios et télévisions privées en Allemagne*, Paris, CIRAC, 1995
- H. MENUDIER, *La RDA 1949-1990. Du stalinisme à la liberté*, Asnières, Publications de l'institut d'allemand, 1990
- Rapport d'ambassade : *La télévision par satellite et par câble en République fédérale d'Allemagne*, Ministère des relations extérieures, direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, 1984

### **II. Ouvrages en langue allemande**

- H. ADAMECK, *Funk und fernsehen der DDR*, Dezemberheft, 1962
- BAUER et ORY, *Recht in hörfunk und fernsehen: das unentbehr Praktikerhanbuch*, Loseblatt-Ausgabe, Ulm, Neue Mediengesellschaft, 1992
- A. HESSE, *Rundfunkrecht : die Organisation des Rundfunks in de Bundesrepublik Deutschlands*, Munich, Vahlen, 1990.
- M. HEMPEL, *Fernseleute im Spannungsfeld zwischen Fortschritt und Reaktion - Über das Wirken deutscher Wissenschaftler, Politiker un Künstler auf dem Gebiet des Fernsehens von den historischen Anfängen bis 1945*, Tübingen Verlag, 1991
- K. HICKETHIER, *Geschichte des deutschen fernsehens*, éd. J.B. Metzler, 1998

- G. HOLZWEISSIG, *Massenmedien in der Bundesrepublik Deutschland*, 2<sup>ième</sup> éd., Berlin, Verlag Gebr. Holzapfel, 1989.
- J. PLOG, *Kein Kolonisatoren-Blick. Ob Medien - oder Gesamtdeutschland: Selters statt Sekt*, Funk-Korrespondenz, 1993
- D. RATZKE, *Handbuch der neuen Medien*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1984
- F.-W. SELL, *Verfassungsrecht und Rundfunk: die sieben Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts 1961-1991*, Berlin, Vistas, 1992.
- G. SHEUMANN, *Heikle Gratwanderung - Die sendereihe*, PRISMA, 1993

### **III. Publications périodiques**

- *Dossiers de l'audiovisuel*, n°70, « L'Allemagne : un labyrinthe pour le chercheur », novembre-décembre 1996.
- *Média et communication en Allemagne*, bulletin d'information trimestriel éd. CIRAC, Paris; 1988 - (...)
- *Media-Perspektiven*, Bulletin mensuel, éd. Arbeitsgemeinschaft des ARD-Werbegesellschaften, Francfort sur le Main.
- *Médiaspouvoirs*, n°20, Allemagne : vers le paysage audiovisuel unifié, I. BOURGEOIS, 1990
- *Medienspiegel*, bulletin hebdomadaire, éd. Institut der deutschen Wirtschaft, Cologne, 1990- (...).

# TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 - DES DÉBUTS TECHNOLOGIQUES DE LA TÉLÉVISION ALLEMANDE À LA CAPITULATION NAZIE OÙ L'OMBRE DE L'IDÉOLOGIE NATIONAL-SOCIALISTE .....	6
Section 1 - Du relatif désintérêt initial du pouvoir politique aux olympiades de 1936.....	6
Paragraphe 1 - Les débuts difficiles de la télévision allemande.....	6
Paragraphe 2 - Le choix de la radio et du cinéma comme principaux outils de propagande	9
Paragraphe 3 - Les jeux olympiques de 1936 comme révélateur du développement télévisuel.....	11
Section 2 - De la finalité principalement militaire et propagandiste de la télévision allemande durant la guerre à la capitulation nazie.....	13
Paragraphe 1 - La recherche télévisuelle comme élément de stratégie militaire.....	13
Paragraphe 2 - La télévision en Allemagne comme outil de propagande .....	14
Paragraphe 3 - La télévision allemande à Paris comme conséquence d'une longue coopération technologique franco-allemande entre Telefunken et la Compagnie des compteurs .....	16
CHAPITRE 2 - DE LA NAISSANCE D'UNE ALLEMAGNE BIPOLAIRE À LA RÉUNIFICATION CATHODIQUE OÙ UNE TÉLÉVISION EN PROIE À LA DUALITÉ POLITIQUE.....	18
Section 1 - La télévision en RDA comme expression centralisée de la doctrine socialiste ..	18
Paragraphe 1 - La naissance d'un modèle télévisuel centralisé et propagandiste .....	18
Paragraphe 2 - L'édification du mur en 1961 et le repli de la télévision est-allemande ....	21
Paragraphe 3 - Les prémices de l'éclatement est-allemand où l'émergence d'une politique d'apaisement des relations extérieures .....	24
Section 2 - La télévision en RFA comme expression décentralisée des libertés démocratiques et modèle de l'actuelle Allemagne unifiée .....	27
Paragraphe 1 - Le cadre constitutionnel de la télévision ouest-allemande où la marque des dérives du passé .....	27
Paragraphe 2 - Les spécificités du service public audiovisuel allemand et le triomphe de la conception fonctionnelle .....	29
Paragraphe 3 - L'organisation décentralisée comme modèle d'une télévision allemande réunifiée.....	31
BIBLIOGRAPHIE .....	34
TABLE DES MATIERES .....	36